

DOSSIER AMERICA FIRST



espritcors@ire
observatoire de la défense et de la sécurité

Réalisé par l'association espritcors@ire
<https://espritsurcouf.fr>

SOMMAIRE

« L'OTAN COMBIEN DE TEMPS ? » par Jean-Dominique Giuliani	2
«G7, TRUMP ET OCS» par Guillaume Berlat.....	4
«IRAN : TRUMP VEUT ÉTRANGLER SES CONCURRENTS» par Richard Labévière	8
«L'AMI AMÉRICAIN» par Patrick Toussaint	11
«COHABITATION AUX ETATS-UNIS» par Guillaume Berlat...	14
«TRUMP, MAIN MISE SUR L'ITALIE ? » par Patrick Toussaint	19
«L'EUROPE NE DOIT PAS SE SUBSTITUER AUX ETATS- UNIS AU MOYEN ORIENT» par Patrick Toussaint	22
«CHINE-AMERIQUE LES TROIS FRONTS DE LA GUERRE ECONOMIQUE VOULUE PAR TRUMP» par Jean-Raphaël Chaponnière	27
«CHINE – ETATS-UNIS GUERRE DES TAXES, GUERRE TOTALE OU APAISEMENT ? » par Jean-Paul Yacine	32
«KIM-TRUMP À SINGAPOUR. ÉMOTION ET GRAND SPECTACLE AU SERVICE DE LA PAIX» par François Danjou	35

L'OTAN COMBIEN DE TEMPS ?

par **Jean-Dominique Giuliani**

Président de la Fondation Robert Schuman

Cette semaine Richard Labévière compte tenu des politiques tous azimuts (militaires, commerciales...) de Donald Trump de part et d'autre des États-Unis : d'un côté de l'Atlantique vers l'Europe et ses « alliés » (cette semaine vers la Russie et le Moyen Orient) et de l'autre côté du Pacifique vers l'Asie et la Chine donne la parole à des experts reconnus :

– Jean Dominique Giuliani dans le Billet ci-dessous, pour l'Europe

– Jean-Raphaël Chaponnière et Jean-Paul Yacine pour l'Asie et la Chine, dans les deux Focus ci-après.

Le Président des États-Unis d'Amérique critique de plus en plus violemment l'Union européenne. Il l'agresse sur le plan commercial, la menace sur le plan militaire, n'hésite pas à tenter de la déstabiliser. Elle le dérange sur la scène internationale.

Il organise le retrait systématique de son pays de tous les accords et organisations multilatérales qu'il a longtemps inspirés ou soutenus: Accord TransPacifique, Accord Nord-Américain sur le commerce (ALENA), Accord de Paris sur le climat, Accord sur le nucléaire avec l'Iran (JCPOA), UNESCO, Comité des droits de l'Homme de l'ONU, bientôt l'Organisation mondiale du Commerce... alors que l'Union est l'exemple d'une réussite inédite du multilatéralisme.

Il confirme, en des termes peu choisis, une tendance au repli qu'il souhaite pour son pays, que ses proches alliés ont de plus en plus de mal à reconnaître. L'influence jacksonienne qui l'inspire ne saurait expliquer ni la brutalité de ses mouvements ni occulter la gravité de leurs conséquences. Le refus du leadership américain crée partout une instabilité et nourrit les conflits actuels ou potentiels. Au point qu'on doit désormais s'interroger sur l'avenir de l'OTAN, déjà menacée par une Turquie incertaine.

Va-t-elle disparaître du fait du retrait des États-Unis ?

Les accusations qu'il porte sur les Européens qui ne dépensent pas assez pour leur défense, prêtent à sourire lorsqu'on sait que la contribution nette et directe des USA au budget de l'OTAN ne représente qu'un millième du faramineux budget militaire des États-Unis. La vraie raison du maintien de l'OTAN après la fin de l'Union soviétique ne serait-elle donc que le service des intérêts américains? Seraient-ils désormais contrariés par une Europe qui s'est éveillée au point d'afficher des performances économiques comparables à celles des États-Unis et d'incarner à sa place une diplomatie mondiale raisonnable ?

Le sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet prochain donnera aux Européens l'occasion d'une franche explication. La saisiront-ils? L'OTAN assure la sécurité du territoire européen. Elle est encore nécessaire. Elle a permis une inter-opérabilité impensable entre toutes les armées d'une Europe qui a les moyens, si elle le décide et en poursuivant de vrais efforts de défense dans la durée, d'un jour assurer seule sa sécurité. L'Alliance est aussi le camp des démocraties libérales dans un monde où son territoire recule. Elle est utile face à un voisinage révisionniste et incertain.

Donald Trump en veut-il encore ?

En choisissant de discuter avec les dictateurs (Kim Jong Un), de rencontrer le président russe quelques jours après un sommet atlantique, de préférer le bilatéralisme, voire un « minilatéralisme » contraire à ce qu'il a apporté au monde depuis 70 ans, de tenter à tout propos de diviser les Européens, ce qui ne peut qu'interroger ses plus proches partenaires, l'allié américain a-t-il choisi d'affaiblir l'Europe, l'autre grand pôle démocratique mondial? Pour rester en tête-à-tête avec l'Asie émergente et les régimes autoritaires? En a-t-il réellement envie et vraiment les moyens? Et le peuple américain, cousin de l'Europe, est-il d'accord avec cette rupture annoncée, qui porte atteinte à ses propres intérêts ?

Les Européens s'honoreraient de poser franchement la question à ce président si spécial et de ne pas accepter ses critiques inexactes et injustes: veut-il quitter l'OTAN ?

Quelle que soit la réponse, le seul fait de poser la question montre combien l'environnement de l'Europe a changé et à quel point elle doit se presser de se ressaisir pour répondre, par elle-même et de manière crédible, à ses besoins sécuritaires et à l'attente de ses citoyens. Il n'y a donc pas lieu d'accepter un quelconque chantage et surtout de faiblir dans la recherche d'une autonomie, voire d'une indépendance européenne sur la scène internationale, qui passerait alors – ironie suprême – par le maintien de l'OTAN sans les Américains.

[*Retour au sommaire*](#)

G7, TRUMP ET OCS*

par Guillaume Berlat

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

(**Organisation de Coopération de Shanghai*)

Cette semaine Richard Labévière donne la parole à Guillaume Berlat, un chroniqueur avisé de la Géopolitique mondiale. Article paru dans Proche & Moyen-Orient.ch

Manifestement, les dirigeants européens, canadien, japonais participants au G7 de Charlevoix/La Malbaie (8-9 juin 2018) n'ont toujours rien compris au film policier de série B dont ils ont été les piètres figurants à l'insu de leur plein gré. Sidérés, ils le sont. Incrédules, ils le sont. Médusés, ils le sont. Ils ignorent qu'un diplomate surpris est un diplomate désarmé. Ils en sont réduits à ressasser les dernières images d'un film au terme duquel ils pensaient candidement que le Bien l'emporterait sur le Mal, que Six étaient plus forts qu'Un. Ils en sont réduits à disserter sur le choc d'une photo, le poids d'un tweet. Ils n'ont toujours pas saisi que le monde d'hier, c'est fini et que Donald Trump fracture l'Occident¹. Le multilatéralisme doit être repensé au moment où la doctrine Trump se résumerait, selon Jeffrey Golberg, à un principe : « *On est l'Amérique, bordel !* » (« *We're America, Bitch* »)².

LE CHOC D'UNE PHOTO.

Le cliché est rapidement devenu viral. Sur cette photo diffusée au G7, Donald Trump semble tenir tête au reste du monde. Une image qui résume à elle seule les nouvelles fractures occidentales mais donne lieu à des interprétations assez diverses. « L'Occident ébranlé », titre lundi le quotidien allemand Tagesspiegel, à côté de l'image désormais célèbre, prise par un photographe officiel travaillant pour le gouvernement allemand et diffusée sur les réseaux sociaux. Cette photo, dont la composition rappelle celle d'un tableau, paraît résumer, mieux que tous les discours, l'état du monde après le fiasco du G7. Elle paraît répondre à un objectif de communication précis : mettre en lumière la fermeté d'Angela Merkel, qu'on voit entourée d'autres dirigeants du G7. Appuyée en avant, les mains sur une table, elle semble tenir tête à Donald Trump, voire réprimander le chef d'État américain assis en face d'elle. « *En politique, il n'y a pas que les contenus qui sont importants, les images le sont aussi* », souligne le quotidien.

À chacun sa version. Beaucoup voient plutôt Donald Trump sortir vainqueur de ce cliché. Il « *reste assis pendant que les autres personnes présentes sont debout* », souligne une chercheuse américaine, une manière pour lui d'« *affirmer sa propre autorité avec une diffusion mondiale* ». Pour l'entourage du milliardaire américain, l'image de Donald Trump impassible face aux Européens traduit surtout la fermeté du héraut de « *l'Amérique d'abord* ». « *Encore un de ces G7 où les autres pays attendent que les États-Unis soient éternellement leur banquier. Le président leur dit clairement que c'est fini* », a commenté sur twitter John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-

Blanche. Le sentiment qui prédomine en Allemagne est celui de la fin d'une époque, d'une césure dans la relation transatlantique, paradigme sur lequel le pays s'était largement reconstruit après 1945. Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a estimé que Donald Trump a détruit « *très rapidement une quantité incroyable de confiance* » mutuelle. Traditionnellement très atlantiste, Angela Merkel a parlé d'« *un pas décisif* » franchi par le président américain. Elle se rallierait désormais à la vision macronienne d'une Europe puissance et souveraine, acceptant l'idée d'une force d'intervention commune européenne et appelant l'Europe à mieux défendre ses intérêts « *au risque sinon de se faire écraser dans un monde où dominant des pôles très forts* »³.

LE POIDS DU TWEET.

La conclusion chaotique du sommet du G7, à l'issue duquel Donald Trump s'est désolidarisé du communiqué final (notons qu'il n'a jamais signé le moindre document), marque un moment important sur le plan de la diplomatie internationale, fragilisant le bloc occidental et donnant l'occasion à la Russie et à la Chine de mettre en avant leur unité⁴. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau est responsable de l'échec du sommet du G7 car il « nous a poignardés dans le dos », affirme dimanche Larry Kudlow, le principal conseiller économique de Donald Trump. « Il a tenu une conférence de presse et dit que les États-Unis étaient insultants », estimant que les déclarations de Justin Trudeau constituaient « une trahison ».

Quelques heures après les propos du canadien, Donald Trump a retiré son soutien au communiqué final du G7 malgré le compromis qui avait été trouvé sur les questions commerciales. « *Nous avons donné notre accord, nous avons fait des compromis sur le communiqué, nous nous sommes associés au communiqué, en toute bonne foi* », a expliqué Larry Kudlow. « *C'est une trahison, il nous a doublés, pas seulement le président Trump, mais aussi les autres membres du G7* », a-t-il ajouté. Quant à la réaction de Donald Trump, qui avait également traité Justin Trudeau de personne « *malhonnête et faible* », elle est destinée à ne pas « *montrer de faiblesse* » avant son sommet avec Kim Jong-un sur la dénucléarisation de la Corée du Nord. « *Nous ne pouvons pas mettre M. Trump en position de faiblesse avant les discussions avec les Nord-Coréens* », qui se tenait le mardi suivant à Singapour, a déclaré Larry Kudlow.

L'attitude du président américain n'a pas tardé à provoquer des réactions de la France et de l'Allemagne. La présidence française, le 10 juin 2018, a dénoncé la volte-face de Donald Trump : « Nous avons passé deux jours à avoir un texte et des engagements. Nous nous y tenons, et quiconque les quitterait le dos tourné montre son incohérence et son inconsistance », a fait valoir l'Élysée, soulignant que « la coopération internationale ne peut dépendre de colères ou de petits mots. Soyons sérieux et dignes de nos peuples. Nous nous engageons et nous tenons. » « La France et l'Europe maintiennent leur soutien à ce communiqué, tout comme, nous l'espérons, l'ensemble des membres signataires », a conclu la présidence.

OCS : ORGANISATION de COOPÉRATION de SHANGHAI.

Les présidents russe et chinois, Vladimir Poutine et Xi Jinping, ont affiché le 10 juin 2018 leur unité et loué l'expansion de leur bloc asiatique, l'Organisation de coopération de Shanghai, face à un G7 miné par ses divisions.

Lors du sommet de l'OCS qui s'est tenu pendant deux jours dans la ville portuaire de Qingdao, Xi Jinping a souhaité la « *bienvenue* » à deux nouveaux venus, l'Inde et le Pakistan, au sein du bloc créé en 2001. L'OCS vise à accroître la coopération économique et sécuritaire entre ses membres et comprend également les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan et d'Ouzbékistan. Le président iranien Hassan Rohani, dont le pays est observateur à l'OCS, s'y est rendu pour s'assurer du soutien de Pékin et Moscou à l'accord sur le nucléaire iranien après sa dénonciation par Washington. Avec l'accueil de l'Inde et du Pakistan dans ses rangs, l'OCS « *devient encore plus forte* », a salué le chef du Kremlin. La « *coopération* » est plus que jamais nécessaire alors que « *l'unilatéralisme, le protectionnisme et les réactions opposées à la mondialisation prennent de nouvelles formes* », a pour sa part estimé le président chinois. « *Nous devons rejeter la mentalité de guerre froide et de confrontation entre les blocs, et nous opposer à la recherche effrénée de sécurité pour soi-même aux dépens des autres, afin d'obtenir la sécurité pour tous* », a affirmé Xi Jinping, sans jamais citer nommément les États-Unis. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce et le système commercial multilatéral doivent être respectés, a encore soutenu Xi Jinping, dont le pays est engagé dans des discussions difficiles avec les États-Unis pour éviter une guerre commerciale. « *Nous devons rejeter les politiques égocentriques, à court terme et d'isolement* », a-t-il ajouté.

La démonstration d'unité de l'OCS se veut le miroir inversé des divisions qui ont miné le sommet du G7, sabordé après sa clôture par le président américain qui a retiré son soutien au communiqué final qu'il avait auparavant avalisé. Vladimir Poutine a ironisé en marge de ce sommet sur le « *babillage inventif* » du G7, qu'il a appelé à engager une « *vraie coopération* »⁵.

Mais, la cellule diplomatique de l'Élysée ou le Quai d'Orsay n'avait envisagé cette hypothèse de l'échec et ne semble se poser la question essentielle de l'utilité du G7, de son adéquation au monde d'aujourd'hui et de demain ?⁶

L'heure de vérité a enfin sonné. Les occidentaux commencent tout juste à comprendre ce qu'est l'Amérique ainsi que son président. C'était un secret de polichinelle pour tout un chacun sauf pour elles. Le monde est malade de l'Amérique, qu'on le veuille ou le non ! Combien de rebuffades, d'humiliations, de retraits d'accords internationaux, d'organisations internationales, de mépris du multilatéralisme devront-ils subir pour qu'ils se décident enfin à penser le monde du XXI^e siècle, à le réinventer sans aller quémander, tels de serviles laquais, un *nihil obstat* de l'Oncle Sam ? En principe, on est censé apprendre de ses erreurs.

À quand les actes forts et indépendants ? Quelle attitude adopteront les Européens lors du prochain sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet prochains à Bruxelles, hormis mettre en avant leur nouveau « *Fonds européen pour la défense* »⁷ ?

¹ Pascal Lamy (propos recueillis par Frédéric Lemaître), « *Trump fracture l'Occident* », Le Monde, 13 juin 2018, p. 25.

² Sylvie Kaufmann, « *On est l'Amérique, bordel !* », Le Monde, 14 juin 2018, p. 21.

³ *G7 : Trump et Merkel : la photo qui fait débat*, www.lepoint.fr , 11 juin 2018.

⁴ Marc Semo, *La volte-face américaine dynamite le G7*, Le Monde, 12 juin 2018, p. 4.

⁵ *G7 : Donald Trump renverse la table de la diplomatie internationale*, www.lepoint.fr , 10 juin 2018.

⁶ Marc Semo, *Quel avenir pour le G7 ?*, Le Monde, 15 juin 2018, p. 20.

⁷ Jean-Pierre Stobbants, *Bruxelles présente son Fonds européen pour la défense*, Le Monde, 14 juin 2018, p. 3.

Article publié avec l'aimable autorisation du site <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[Retour au sommaire](#)

IRAN : TRUMP VEUT ÉTRANGLER SES CONCURRENTS

par Richard Labévière

Rédacteur en chef

Le 8 mai 2018, sans surprise, Donald Trump a annoncé que Washington quitterait l'accord sur le nucléaire iranien – signé le 14 juillet 2015 – également par la France, la Grande Bretagne, la Russie, la Chine et l'Allemagne. Cet accord avait permis une levée partielle des sanctions économiques contre l'Iran, en échange du gel et de la supervision internationale du programme nucléaire iranien pour au moins dix ans. Cette décision n'est pas une surprise tant elle est conforme aux obsessions politiques et géopolitiques américaines : satisfaire Tel-Aviv et Riyad, défier Moscou, impressionner Pékin et, ... tuer les entreprises concurrentes des sociétés américaines, même si elles appartiennent à des pays « alliés ».

La « cause efficiente » de cette décision, qui piétine le multilatéralisme et la paix, ramène en droite ligne à l'argent, – l'argent – l'obsession d'un homme d'affaire qui cherche à « faire du fric » par tous les moyens... Dynamitant ainsi l'ordre international et ses différents instruments élaborés au sortir de la Seconde guerre mondiale, le président américain prône le retour à l'état de nature, à la loi du plus fort. Et comme les Américains ont l'art d'habiller leurs coups de force en « norme universelle », le Congrès doit encore avaliser la décision pour rendre conforme ce nouvel embargo avec la législation américaine dans un délai de trois à six mois.

Mais dès à présent, aucun nouveau contrat ne pourra être signé entre des sociétés américaines (et occidentales affiliées) et l'Iran. Pour les contrats existants, les sanctions seront rétablies à l'issue de périodes transitoires de 90 à 180 jours. Autrement dit, toutes les compagnies étrangères ont entre trois et six mois pour « sortir » d'Iran. Quant aux groupes actuellement en négociation pour de futurs contrats, ils doivent y renoncer immédiatement. Ceux qui ne respecteront pas les conditions imposées par Washington s'exposeraient à des mesures de rétorsion et à l'interdiction d'accès au marché américain.

L'EXTRA-TERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Hervé Juvin, spécialiste de l'extra-territorialité du droit américain¹, indique : « l'application extraterritoriale du droit américain a détruit des entreprises françaises (Alcatel et Alstom notamment), elle a permis d'extorquer des milliards d'euros à des entreprises et des banques européennes. Cette même pression vise à attaquer Sanofi, Airbus, Safran et bien d'autres. Elle prend pour prétexte la lutte anti-corruption, le respect des embargos américains et le combat anti-terroriste. Le prétendu objectif est l'efficacité économique, la moralisation des affaires, l'établissement des conditions d'une concurrence libre, ouverte et équitable partout dans le monde. Tout cela, en réalité, à l'appui d'un impérialisme juridique grandissant, tout cela au seul bénéfice de l'intérêt national américain. L'extra-territorialité du droit américain se propage à la faveur de l'abandon du droit international, de la faiblesse du régalien et de la négation de la souveraineté des pays Europe. Elle constitue un élément majeur de la stratégie de « Global Constraint » – « contrainte globale » – qui renouvelle la stratégie de l'empire américain ».

Désormais, nous devons regarder la réalité en face. Au nom de la lutte contre la corruption, au nom du combat légitime contre les pratiques abusives, c'est la lutte contre la diversité humaine et contre la liberté des peuples à décider de leurs lois et de leurs principes qui devrait s'imposer.

C'est une colonisation américaine d'un nouveau type – *soft* et *smart* colonisation – qui s'affirme au fur et à mesure que la croissance signifie pour Donald Trump, moins la volonté de répondre aux besoins que l'obsession de tuer ses concurrents par tous les moyens. Cette nouvelle colonisation s'immisce jusqu'au cœur de notre vite quotidienne en affectant l'emploi des Français, des autres Européens et de tous les pays en développement.

Cette nouvelle manifestation de l'unilatéralisme américain perturbe, d'ores et déjà, nombre d'accords passés en Iran par plusieurs centaines de PME françaises depuis la fin 2015. De surcroît, ce coup de force remet en cause plusieurs projets de grandes d'importance prévus en Iran par des groupes français, à commencer par Total, Airbus, Renault et Peugeot. Les activités mondiales de ces sociétés pourraient être gravement mises en péril si elles continuent d'investir en Iran malgré le nouvel embargo.

TOTAL ET LA CONTRAINTE AMERICAINE

Le groupe pétrolier français a fait son retour en Iran en juillet 2017, par la signature avec la *National Iranian Oil Company* (NIOC) d'un contrat pour développer la production de la « phase 11 » d'un immense champ gazier – *South Pars*. Par ce contrat, Total – opérateur du projet – est engagé sur 20 ans et détient une participation de 50,1% dans *South-Pars-11*, le groupe China National Petroleum Corporation (CNPC) 30 % et l'Iranien Petropars (19,9 %). Mais, Patrick Pouyanné – le PDG du pétrolier français – se méfiait d'un éventuel revirement de la situation politique. Il avait, à côté de l'accord officiel avec l'Iran, un accord de droit privé avec ses partenaires chinois en cas de difficultés pour préserver l'essentiel des intérêts de Total en Iran. Dès novembre 2017, Le PDG affirmait que Total réexaminerait ses options d'investissement en Iran si les Etats-Unis décidaient d'adopter de nouvelles sanctions contre ce pays. Il avait alors insisté sur l'importance du marché américain pour le groupe : « nous travaillons aux Etats-Unis, nous avons des actifs aux Etats-Unis, nous venons d'acheter des actifs supplémentaires aux Etats-Unis... »

Le ministre iranien du pétrole avait répondu par cette mise en garde : « si Total, en dehors d'une décision du Conseil de sécurité, annonce qu'il a l'intention de renoncer au contrat, aucun capital ne sera rendu, ni aucune somme transférée à cette entreprise ».

UNE CENTAINE D'AIRBUS POUR IRAN-AIR

Fin 2016, Airbus a reçu une commande de la compagnie nationale *Iran-Air* portant sur une centaine d'appareils, pour un montant-catalogue de 20,8 milliards de dollars (17,5 milliards d'euros). D'autres commandes iraniennes sont en négociation, notamment pour l'acquisition de plusieurs dizaines d'hélicoptères.

Avec sa prudence habituelle, Airbus a réagi à l'annonce américaine de mardi soir en temporisant : « le groupe va examiner très précisément la décision du président américain avant de bouger », ajoutant que l'exercice prendrait « un certain temps ». Le responsable de la communication d'Airbus – Rainer Ohler – a déclaré : « nous analysons attentivement cette annonce et évaluerons les prochaines étapes en cohérence avec nos politiques internes et dans le respect complet des sanctions et des règles de contrôle des exportations ».

PEUGEOT ET RENAULT AUSSI DANS LA TOURMENTE

Les deux constructeurs automobiles français – Peugeot et Renault – sont aussi dans la tourmente puisque très engagés sur le marché iranien où le taux d'équipement automobile demeure relativement bas. Actuellement estimé à 1 million de véhicules, le marché iranien pourrait tripler de volume durant les dix prochaines années. Afin de concrétiser ces perspectives prometteuses, Peugeot avait signé début 2016 son grand retour en Iran qu'il avait été contraint de quitter en 2012. Son partenaire de l'époque – l'américain *General Motors* – exigeait déjà que le Français applique l'embargo de Washington imposé à l'Iran !

En janvier 2016, Peugeot créait, à nouveau une joint-venture avec le groupe Iran Khodro avec lequel il travaillait avant son départ forcé d'Iran, l'objectif étant de produire, à terme, quelque 200.000 véhicules par an. La production a démarré en 2017.

Resté engagé dans le marché iranien malgré les sanctions, Renault a signé en 2016 un accord stratégique pour accélérer le développement de ses ventes dans le pays, via une nouvelle société commune avec IDRO (fonds d'investissement et de rénovation de l'industrie en Iran) et Parto Negin. Dans un premier temps, l'objectif était de produire 150.000 véhicules par an, venant s'ajouter aux capacités existantes d'une production annuelle de 200 000 véhicules.

ALLEMAGNE, CHINE, RUSSIE EGALEMENT TOUCHÉES

Ainsi, l'ambassadeur américain à Berlin a déclaré que les entreprises allemandes devaient cesser leurs activités en Iran « immédiatement ».

Depuis le 2 mai dernier, l'armée américaine a cessé de vendre dans les magasins de ses bases des téléphones portables chinois de marque Huawei et ZTE, invoquant des risques de sécurité. Cette décision s'inscrivait dans le cadre plus vaste de mesures visant à stopper ou limiter la pénétration des constructeurs chinois dans l'économie américaine.

Les sanctions américaines qui ont frappé dernièrement le patron de RUSAL, le « tsar de l'aluminium », et le groupe suisse *Glencore* s'inscrivent dans la même logique, faisant flamber le cours de ce métal de 12% en une semaine, « du jamais vu en une quarantaine d'année », expliquent les spécialistes de la branche.

« Avec l'abrogation de l'accord sur le nucléaire iranien », explique l'économiste Hervé Juvin ¹, « il sera encore plus facile pour les autorités américaines de contrer les concurrences chinoises ou russes sous prétexte que des composants de leurs différents produits sont de conception ou de fabrication américaines ». « Le prolongement du statu quo sur l'acier européen jusqu'en juin, n'empêchera pas l'adoption de mesures protectionnistes américaines très dures à l'encontre de nos industriels », ajoute Hervé Juvin.

« A force de multiplier les sanctions, on va se retrouver tout seul et détesté... » avait mis en garde Barak Obama, craignant que les Etats-Unis se mettent le monde à dos avant de quitter la Maison blanche. Donald Trump, qui prend résolument le contre-pied de son prédécesseur sur la plupart des dossiers, instrumentalise la lutte contre le terrorisme, la corruption et la prolifération des armes de destruction massive pour avantager les sociétés américaines et, ainsi, remettre en cause les principes de la libre concurrence défendus par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les institutions de Bretton-Woods. Dans ce contexte – et plus que

jamais depuis la fin de la Seconde guerre mondiale – la dernière décision unilatérale de Donald Trump impose de manière brutale au monde entier les normes américaines du droit des affaires.

REACTIONS DES PAYS EUROPEENS

Pascal Lamy, ancien directeur général de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) compare la stratégie de Trump à « un retour au mercantilisme, le moyen âge de la pensée commerciale ».

« Cette position n'est pas acceptable » pour le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire qui a déploré récemment la position de « gendarme économique de la planète » de Donald Trump. « En deux ans, la France avait multiplié par trois son excédent commercial avec l'Iran », a-t-il expliqué lors d'un entretien à France Culture, jugeant que la décision américaine aurait des « conséquences » dommageables pour plusieurs fleurons français. Depuis il a eu plusieurs contacts avec le FMI, l'OMC, le secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin pour étudier les possibilités d'éviter ces sanctions.

Le jour où l'Union européenne et les pays européens – dont la France – auront le courage politique d'appliquer des mesures de réciprocité, sinon de représailles envers les Etats-Unis, nous en reparlerons !

Dans l'immédiat :

– les Vingt-Huit se sont réunis ce jeudi 17 mai 2018 à Sofia, en Bulgarie, pour un sommet Union européenne-Balkans occidentaux. A cette occasion, la Commission européenne vient de lancer le processus d'adaptation de la loi de blocage, le « blocking status » de 1996.

Ce règlement européen a été créé à l'origine pour contourner l'embargo sur Cuba. Il s'agit désormais de l'adapter pour neutraliser les effets extraterritoriaux des sanctions américaines à l'encontre des entreprises européennes voulant investir en Iran... Cette loi dite « de blocage » permet aux entreprises et tribunaux européens de ne pas se soumettre à des réglementations sur des sanctions prises par des pays tiers et stipule qu'aucun jugement décidé par des tribunaux étrangers sur la base de ces réglementations ne saurait s'appliquer dans l'UE.

Le désaccord avec les Etats-Unis sur l'embargo cubain avait toutefois été résolu au niveau politique, et donc l'efficacité de ce règlement n'a jamais été éprouvée.

– des mesures symboliques pourraient être prises à l'encontre des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), des MacDo et autres Starbucks-café qui détruisent nos restaurants, cafés et centre-ville !

Dans la bouche de Donald Trump, « America first » signifie « par ici la monnaie ». Premier ministre de la colonie du Cap en Afrique du sud de 1890 à 1896 et l'un des inspirateurs du système d'apartheid, Cecil Rhodes disait : « l'argent, c'est le sang des autres... ». Nous y sommes jusqu'au cou...

¹ Hervé Juvénat : *La guerre du droit pénal américain aura-t-elle lieu ? Cap sur le nouveau système de corruption mondialisé*. Editions de l'Observatoire EUROGROUP-CONSULTING, mai 2016.

[Retour au sommaire](#)

L'AMI AMÉRICAIN

par Patrick Toussaint
Avocat spécialisé dans l'international

Un ami ? Certes mais à condition de respecter certaines règles.

L'une des plus importantes est de s'équiper de matériels qui soient compatibles avec les matériels américains et, la meilleure compatibilité consiste à acheter les matériels américains.

On peut même faire encore mieux : faire financer par les pays acheteurs le développement de ces matériels pour que les Etats-Unis puissent s'équiper eux-mêmes aux frais de ses obligés-clients.

Il en est ainsi avec le dernier avion, le F 35.

Les Etats-Unis n'en sont pas à leur coup d'essai.

Déjà, dans les années 1973 – 1980, pour ce que l'on a appelé le « marché du siècle », la même chose est arrivée.

Après la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale, la plupart des pays européens avaient acheté des matériels américains mais certains pays occidentaux, membres de l'OTAN, dont la France, le Royaume-Uni et la Suède, cherchaient à développer des industries d'armement nationales, notamment en matière d'avions.

Cela agaçait les américains et lorsque l'ambassade américaine en Belgique apprit que le gouvernement de ce pays cherchait à acheter des avions de combat, elle prévint immédiatement les autorités américaines.

Celles-ci, qui étaient en train de se faire présenter plusieurs appareils pour les forces armées américaines, le fit savoir aux industriels en compétition qui vinrent présenter leurs prototypes en Europe, Et c'est ainsi que la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège se firent présenter en particulier le F16 et les américains regroupèrent en une seule commande de plusieurs centaines d'avions, quantité suffisante pour développer le F 16 (qui n'était alors qu'en projet) . Ces pays furent donc les artisans du « marché du siècle » et de l'arrivée du F 16 en Europe, qui équipera par la suite d'autres pays européens comme la Pologne, le Portugal, la Grèce, la Roumanie, la Croatie,

Et pourtant, à l'époque, la France, le Royaume-Uni, ou la Suède construisaient des appareils de qualité : le Mirage F1, le Saab Ja-37 Viggen ...

Eh bien, cela recommence mais cette fois-ci, ils sont plus nombreux : Danemark, Italie, Royaume-Uni, Norvège et Pays-Bas qui choisissent l'avion F 35 américain alors qu'il y a trois avions européens qui remportent des marchés à l'exportation ; Typhoon, Gripen, et Rafale.

Cela est d'autant plus étrange car on ne peut pas dire que le développement de cet appareil soit satisfaisant : l'appareil n'est toujours pas sûr car il y a sans cesse des pannes qui sont si

importantes qu'elles clouent au sol tous les appareils vendus ou non vendus car le constructeur vend des avions, très chers, dont le développement n'est pas terminé.

Par ailleurs, cet avion vole mal, n'est pas très manœuvrant de l'avis de pilotes chevronnés, il n'est pas très furtif ce d'autant plus que pour l'être vraiment, ses armes doivent être en soute et dans ce cas, il n'emporte très peu d'armes en sorte qu'il ne peut pas remplir sa mission (il doit tout faire : supériorité aérienne, attaque au sol,).

Ses systèmes électroniques doivent être très puissants pour recevoir tous les messages et alertes de l'environnement, fusionner toutes les données, avoir ainsi une connaissance de son environnement qu'il peut partager avec d'autres aéronefs, troupes au sol et autres navires et c'est là ce qui devrait faire sa supériorité mais c'est justement ce qu'il n'arrive pas à maîtriser.

De surcroît, on ne sait pas le prix d'acquisition compte tenu de l'ensemble de ces problèmes alors que le constructeur les vend.

Le drame dans tout ceci est que cet appareil doit évoluer, que sa mise au point peut encore prendre 5 à 10 ans.

Une chose est certaine : il assèche complètement les possibilités de financement d'un futur avion européen et il faut même ajouter que cela va interdire toute possibilité d'un avion européen futur.

On comprend alors ce que veut dire la compatibilité.

Mais il y a pire encore : la Belgique hésite à changer ses F 16 car elle souhaite garder des appareils performant et elle envisage toutes options possibles et, notamment la prolongation de ses avions et examine toutes les possibilités dont celle de prolonger la vie de ses F 16.

Elle s'adresse au constructeur Lockheed Martin et n'obtient d'abord pas de réponse, alors qu'avant celui-ci n'arrêtait de le relancer pour proposer des améliorations.

Enfin, le constructeur lui dit qu'il ne peut le faire car ces appareils sont trop fatigués. Pour le F 16 et pour le F 35, c'est le même constructeur : Lockheed Martin.

L'ami américain, un ami fidèle ? Oui, si l'on en a les moyens.

Et l'Europe dans cette belle histoire ?

[Retour au sommaire](#)

COHABITATION AUX ETATS-UNIS

par **Guillaume Berlat**

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

Qu'en est-il en vérité après les élections ? Même si Donald Trump doit céder la chambre des représentants au parti démocrate – ce qui ne constitue pas une énorme surprise -, il conserve néanmoins le Sénat à l'issue de multiples scrutins ayant enregistré une participation record. En somme, les résultats de cette consultation populaire ne présentent rien de révolutionnaire quoi qu'en pensent certains ¹. Donald Trump se félicite d'un « immense succès » ! Afin de mieux appréhender la signification profonde de ces élections de mi-mandat (« midterms », pour reprendre le vocable consacré Outre-Atlantique), il importe d'en déchiffrer ses trois principales significations : institutionnelle, interne et internationale.

Nous commencerons par ce qui nous, français, nous concerne plus directement, les conséquences internationales :

LA SIGNIFICATION INTERNATIONALE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Si tant est que cela relève du domaine du possible, est-il ou non possible de tirer quelques enseignements de ce scrutin du 6 novembre 2018 sur le plan international dans un pays où les préoccupations « domestiques » l'emportent très largement sur les considérations diplomatiques ?

Nous pouvons essayer de comprendre ce que cette élection pourrait emporter comme conséquences sur la scène internationale. Et cela en nous plaçant dans une double perspective.

Au regard de la montée des populismes dans le monde

La légère remontée des démocrates lors du scrutin du 6 novembre 2018 n'est pas suffisamment significative pour démontrer qu'un coup d'arrêt aurait été donné au phénomène que l'on a coutume de désigner par l'expression de « montée des populismes ». Manifestement, Donald Trump possède encore un socle assez solide d'électeurs qui se reconnaissent dans son slogan America First.

Quand les élites méprisent trop les peuples, il arrive qu'ils se rebellent en rejetant les partis traditionnels. Les citoyens américains ont gardé le plus mauvais souvenir de Bill Clinton comme président et de son épouse Hillary, comme responsable des Affaires étrangères. À ce jour, l'économie américaine est prospère à coups de baisses d'impôt et de déficits. Qu'ajouter de plus ?

Donald Trump conduit ouvertement le combat contre tous les États qui exportent plus qu'ils n'importent des États-Unis : Allemagne mais surtout la Chine à laquelle des sanctions sont imposées. Aucun de ses prédécesseurs n'avait voulu dénoncer ces déficits et mener le combat, y compris avec la plus grande brutalité. Pourquoi les peuples appelés aux urnes, hier et demain considèreraient-ils le « populisme » ou le « nationalisme » comme une « lèpre », pour reprendre

une formule d'Emmanuel Macron ? Pourquoi n'y aurait-il pas d'autres Brésil en Amérique latine (Argentine ?) ou ailleurs ? Pense-t-on sérieusement que c'est par une politique permanente de l'anathème que les partis dits populistes seront écartés lors des prochaines élections. Le populisme a sans doute encore de beaux jours devant lui. Depuis l'élection de Donald Trump et le vote en faveur du « Brexit », les événements confirment cette tendance en dépit des discours de nos élites politiques.

Au regard du rejet du multilatéralisme par les États-Unis

Quoi que prétendent les dirigeants démocrates, il y a fort à parier que les politiques étrangères qu'ils mèneraient auraient peu de différences avec celles de Donald Trump, hormis quelques inflexions dans la forme et dans la sémantique. Les distances structurelles avec le multilatéralisme sont inscrites dans l'A.D.N. du « peuple à la destinée manifeste ».

Imagine-t-on un seul instant une nouvelle administration démocrate prenant aujourd'hui les commandes du paquebot US rejoindre à nouveau l'accord sur le climat, l'accord sur le nucléaire iranien, signer au bas d'un parchemin tous les accords commerciaux de libre-échange conclus par les précédentes administrations... ? Et, l'on pourrait multiplier les exemples à l'infini. L'Amérique n'a toujours pas ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN en français ou CTBT en anglais), refuse toujours de rejoindre un éventuel protocole de vérification à la Convention d'interdiction des armes biologiques de 1972, la convention d'interdiction des mines antipersonnel, dite convention d'Ottawa, n'est pas revenue sur sa décision d'abandonner les traités ABM et START pour s'en tenir à quelques exemples pris dans le domaine de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Veut-elle renoncer à quitter le traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) ? Accepterait-elle la mise en place d'une défense européenne entièrement autonome et indépendante de l'OTAN ? Dans le domaine de la justice pénale internationale, a-t-on entendu une seule fois une haute autorité démocrate faire part de son engagement sérieux à adhérer au statut de la Cour pénale internationale ? Dans le domaine du commerce international, serait-il concevable qu'une administration démocrate abandonne le combat lancé par Donald Trump contre le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) basée à Genève ? Dans le domaine du droit international, envisagerait-elle de renoncer à l'application extraterritoriale du droit américain, arme de guerre particulièrement efficace contre tous ses concurrents, y compris ses alliés ? Serait-il envisageable de revenir sur le rapprochement avec la Corée du nord ? Quid des relations avec l'Union européenne et ses membres ? Quid des relations avec la Russie et la Chine ? Sur le dossier du Proche et du Moyen-Orient (solution du conflit israélo-palestinien, Syrie, Irak, alliance avec l'Arabie saoudite après l'assassinat de Jamal Khashoggi, fin de la guerre au Yémen, remise en ordre de la Libye...), que savons-nous sur les intentions démocrates ? Rien ou pas grand-chose à ce jour qui nous éclaire.

La campagne pour les élections de mi-mandat n'a apporté aucune réponse à toutes ces questions lancinantes qui intéressent les experts des relations internationales. Tout le reste n'est que chimère et rêve de Candide qui ne comprennent rien à l'Amérique éternelle ! La seule chose à laquelle puisse conduire une Chambre des représentants démocrate est un faible contre-pouvoir à quelques initiatives malheureuses de Donald Trump par effet de blocage. En effet, il existe de grandes tendances structurelles dans la politique étrangère américaine qui rendent difficiles des évolutions drastiques. L'énorme paquebot américain ne se manie pas comme un frêle esquif. En un mot, pour conclure sur ce chapitre, le monde devra s'adapter à la diplomatie trumpienne et non le contraire, deux ans après sa prise de fonctions. Les dernières élections n'ont rien changé dans ce domaine de la politique internationale comme dans bien d'autres.

LA SIGNIFICATION INSTITUTIONNELLE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Alors que les médias nous fournissent une information incomplète et biaisée sur ce que sont en réalité ces élections de mi-mandat aux États-Unis, sorte de galop d'essai avant la prochaine élection présidentielle de 2020, tentons d'être le plus clair et le plus précis possible. Retournons-nous vers l'encadré que nous livre le quotidien Le Monde à la veille du scrutin ! Il résume objectivement l'enjeu de cette journée du mardi 6 novembre 2018 :

« Les élections de mi-mandat du mardi 6 novembre aux États-Unis, doivent déterminer la majorité au Congrès pour les deux dernières années du mandat de Donald Trump. C'est la première consultation nationale depuis son élection. Elle concerne les 435 sièges de la Chambre des représentants qui sont renouvelés pour deux ans, et 35 des 100 sièges du Sénat, qui sont remis en jeu pour les six prochaines années.

La Chambre des représentants et le Sénat sont actuellement à majorité républicaine. Les postes de 36 des 50 gouverneurs (chefs exécutifs des États) sont également soumis au vote. Enfin, les électeurs de 38 États sont appelés à s'exprimer sur 160 référendums locaux ».

On comprend ainsi que le scrutin dépasse largement le cadre d'une élection législative à la Française puisqu'elle concerne les exécutifs des États fédérés mais aussi le renouvellement des juges.

On comprend ainsi que tirer les leçons de multiples scrutins complexes aux significations différentes n'est pas chose aisée et nécessite une analyse particulièrement fine.

Que peut-on ou doit-on, à ce stade, penser des significations intérieure et internationale de cette kyrielle de scrutins ?

LA SIGNIFICATION INTERNE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Peut-être est-il plus sage de procéder, par touches successives, à la manière des peintres de l'école impressionniste pour tenter de comprendre ce qui a changé et ce qui n'a pas changé depuis novembre 2016, date de l'élection de Donald Trump ! Une sorte de moment de vérité à travers plusieurs caractéristiques objectives.

Une participation élevée

La participation aux différents scrutins a été particulièrement élevée, contrairement à la tradition. Les deux camps ont œuvré en ce sens. S'impliquant personnellement, Donald Trump effectue un marathon électoral, se démultipliant pour galvaniser ses troupes en faveur de sa politique. Du côté du parti démocrate, l'on a ressorti Barack Obama de sa retraite pour battre les estrades. Cette participation record est à mettre en relation avec les 10 000 comptes appelant à ne pas voter que Twitter a supprimé. Elle conduit aux résultats suivants : Chambre des représentants (219 démocrates, gain de 26 sièges ; 193 républicains), Sénat (45 démocrates, 51 républicains, gain de 2 sièges).

L'émergence d'un nouvel électorat

La campagne a fait émerger une frange de l'électorat moins visible dans les scrutins précédents. Ceux qui n'avaient pas cru bon voter en 2016 et qui ne voulaient pas voir une victoire écrasante de Donald Trump. Nous avons assisté à une mobilisation importante des femmes comme jamais dans le passé en réaction aux discours machistes de Donald Trump, des LGBT, des représentantes des minorités particulièrement actives dans ce pays (à l'instar des Latinos). Cet électorat semble avoir voté massivement pour le Parti démocrate et fait basculer la Chambre des représentants.

Une Amérique fracturée

Les résultats de ces scrutins font apparaître une fracture géographique et sociale du pays, voire même à l'intérieur des familles. Le pays n'est pas « un » comme certains voudraient le croire. En effet, les États-Unis apparaissent plus divisés que jamais après le mardi 6 novembre 2018. Le thème de l'immigration (comme dans le reste du monde) est en arrière-fond du débat, alimenté par la caravane de migrants venus d'Amérique latine. Caravane que le président de la République, Donald Trump a promis de chasser, y compris par la. Le discours de Donald Trump « flirte avec les zones à risque de l'inconscient américain ».

Il relève de l'évidence que la surenchère a caractérisé cette campagne électorale hors-norme dans un pays fortement divisé sur divers enjeux de politique et de société.

Une politique pérenne

On peut affirmer, sans grand risque d'erreur, que les « midterms » ne vont pas changer grand-chose à la politique de Donald Trump qui dispose toujours de la possibilité de gouverner par « décrets » en cas de blocage de la Chambre des représentants dont la prochaine présidente pourrait être la démocrate Nancy Pelosi, réélue députée de Californie le 6 novembre 2018. Si le 45ème président des États-Unis perd la Chambre des représentants, il renforce ses positions au Sénat, preuve que le désamour avec le peuple américain n'est pas aussi important que nos médias veulent bien nous le laisser entendre, il ne jouait pas sa présidence dans ses élections. Il faut admettre que Donald Trump a réussi le tour de force de faire mieux que ses prédécesseurs en pareille occasion.

L'avenir du trumpisme

Deux ans après l'élection présidentielle, il existe un « véritable ancrage du Trumpisme » en Amérique. Le Washington Post pourra continuer à mettre en exergue au-dessus de son titre « La démocratie meurt dans les ténèbres » depuis l'élection de Donald Trump sans que cela ne change rien à la situation actuelle. Il gagnerait à méditer la célèbre formule du général de Gaulle selon laquelle « il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités ». Mais en Amérique, tout peut arriver.

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres » (Antonio Gramsci). Et, c'est bien ce dont nous sommes les témoins à suivre les résultats relativement convergents des élections au quatre coins de la planète. Quoiqu'en pensent certains, le Trumpisme n'est pas mort et, en toutes hypothèses, il survivra à Donald Trump tant il pose des questions essentielles pour l'avenir de l'Amérique et de la

gouvernance mondiale ! Même s'il révèle les fractures de l'Amérique, il paraît en partie conforme aux espérances d'une large frange de l'électorat américain. Qu'on le veuille ou non ! Et c'est avec cette Amérique atomisée qu'il faut travailler pour imaginer le monde de demain et non se lamenter sur celui d'hier. Dans ses extravagances non contestables, Donald Trump pose de vraies questions que Barack Obama n'avait jamais posées. Le moins que l'on puisse dire est que bon nombre de nos dirigeants n'éprouvent pas la moindre envie de se remettre en question et de remettre en question le paradigme des relations internationales du XXe siècle. Ils nous rappellent ce qu'écrivait Frederik Nietzsche dans son Crépuscule des idoles : « Ramener quelque chose d'inconnu à quelque chose de connu, cela soulage, rassure, satisfait. Avec l'inconnu, c'est le danger, l'inquiétude, le souci qui apparaissent – le premier mouvement instinctif vise à éliminer ces pénibles dispositions ». Et c'est bien cela qui rend notre monde encore plus complexe, imprévisible et lourd de menaces. Telle est l'intolérable vérité. Avec cette seconde partie du mandat de Donald Trump s'ouvre une nouvelle phase que l'on pourrait emprunter, en l'adaptant, à Alexis de Tocqueville : de la cohabitation en Amérique.

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[*Retour au sommaire*](#)

TRUMP, MAIN MISE SUR L'ITALIE ?

par Patrick Toussaint

Avocat spécialisé dans l'international

Il y a quelque temps, alors que la nouvelle équipe au pouvoir en Italie refusait déjà de respecter les critères financiers européens, laissant ainsi prévoir de sérieuses difficultés avec l'exécutif européen, Monsieur Trump disait qu'il était prêt à racheter la dette de l'Italie.

Son entourage faisait tout de suite savoir que, compte tenu de l'énormité de cette dette – 2.300 Milliards d'euros fin mars 2018 soit 132 % du PIB -, ce n'était qu'une boutade.

Et pourtant !

L'opération ne serait pas si mauvaise selon la vision des objectifs « America first » de la politique étrangère de Monsieur Trump avec, en plus, la réalisation d'un de ses rêves : la perspective de l'éclatement de l'Union européenne.

Peut-on imaginer l'intérêt pour les USA de contrôler toute les institutions européennes de l'intérieur, d'avoir accès à tous les financements, à toutes les politiques, à tous les dirigeants de l'intérieur ?

Il est évident – pour certain grands pays du moins, que l'Union Européenne ne pourrait accepter une telle prise d'otage mais quelles seraient les solutions : exclure l'Italie, une des premières nations fondatrices de l'Europe – Traité de Rome mars 1957- créer un régime spécial qui serait contraire à la doctrine européenne actuelle ?

LA FIN D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SCIENTIFIQUE

Ce qui paraît le plus vraisemblable serait l'éclatement de l'Europe ce qui serait bien évidemment l'intérêt pour l'industrie américaine mais aussi de la Russie, de la Chine et de la Grande-Bretagne aussi –de quelle clairvoyance serait- elle créditée ! – : pouvoir intervenir au niveau de chaque pays et non plus à l'Union européenne, quel délice !

Il y aurait encore pire : cela permettrait aux Etats Unis de mettre la main sur les données scientifiques, l'état de celles-ci, que ce soit en matière aéronautique – Airbus -, en matière spatiale, l'Agence Spatiale Européenne, des programmes de satellites, le système Galileo, recherches en matière aéronautique, en matière électronique où l'Italie est en pointe... ce qui serait un désastre d'autant plus grand que faire sortir une Italie vassalisée des grands programmes européens donneraient lieu à de multiples procès sur le plan international.

Ce serait non seulement le pillage des données techniques et scientifiques des autres pays de l'Union européenne mais aussi la fin des grands programmes de recherche européens qui ne peuvent être réalisés que par des financements de fonds européens sauf à remplacer les fonds italiens par des fonds américains ou par des fonds soi-disant italiens.

Les grandes industries américaines, en s'appropriant l'industrie italienne qu'elle soit civile ou militaire, dans les domaines de l'automobile, de l'électronique, de la mode en particulier

pourraient rationaliser les productions à l'échelon mondial, répartir les sites de production et concurrencer les industries européennes de l'intérieur de l'Europe elle-même.

Les moyens de transports internationaux : Alitalia, les trains, les droits de pêche, de cabotages etc...permettrait aux industries américaines concernées de concurrencer leurs homologues de l'intérieur de l'Europe également.

Sur le plan civil ou sur le plan des industries duales, l'Italie est intéressante : il lui manque des financements et des modèles ou des aides à la gestion mais ce sont des spécialités américaines.

Ce serait une catastrophe dont on voit mal comment les autres pays européens pourraient s'en remettre et un cauchemar à l'échelon mondial.

LA FIN DE LA DOMINATION EUROPÉENNE EN MÉDITERRANÉE

Les Etats Unis ont déjà bien compris l'intérêt de la position géographique de l'Italie puisqu'ils ont déjà installé un commandement de forces interalliés de l'OTAN à Naples, qu'ils ont déjà la libre disposition, hors OTAN de deux aérodromes en Italie centrale et se sont fait concéder récemment une base à Signorella et qu'ils ont renforcé les troupes de l'armée de terre US en Italie.

Ils savent, de plus, que non seulement, l'Italie est déjà un bon élève des opérations de l'OTAN mais participe aussi aux opérations extérieures américaines mais qu'elle a aussi des liens très privilégiés avec l'industrie aéronautique des Etats-Unis : l'Italie a commandé des avions F 35 pour lesquels elle a obtenue qu'une usine de fabrication soit installée sur son territoire – il n'y en a, à ce jour, que deux hors USA.

Cette mainmise sur l'Italie ne nécessiterait pas un investissement trop important du point de vue militaire car l'Italie a sa propre base industrielle de défense qui lui a permis de doter son armée de terre des matériels relativement récent et qu'elle met à jour, de chars de bataille, de blindés chenillés d'accompagnement, de blindés à roues canons et transports d'infanterie, d'artillerie, de missiles sol-air, de missiles anti chars ainsi que tous les matériels nécessaires en petit calibres, électronique de défense car l'Italie essaye par tous moyens d'être indépendante ou se fournir aux USA. Cette industrie est exportatrice.

La marine italienne est en plein renouvellement avec un porte aéronefs – d'où l'intérêt des F 35, deux frégates antiaériennes – développées avec la France : programme Horizon français – mais avec des radars semble-t-il plus performant qui ont fait dire aux américains que ce frégates étaient très proches des Arleigh Burke avec système AEGIS – dix frégates anti-sous-marines de type FREMM, toutes commandées, en fabrication, en service, un projet de développement de 10 frégates plus légères, de 3 bâtiments de soutien dont la France a aussi retenu les plans.

Cette flotte moderne pourrait permettre aux Etats Unis de ne pas avoir trop de bateaux à envoyer en Méditerranée pour renforcer la flotte italienne – porte-avions, engins de débarquement, sous-marins nucléaires entre autres – avec de solides bases maritimes et une industrie navale performante en prime.

En qui concerne les aéronefs :

. Pour les avions, l'Italie a une industrie qui lui a permis de fabriquer des avions à réaction d'école, d'attaque légère, de transport léger qui a été acheté par les Etats- Unis, elle a encore des Tornado et des Eurofighter, avions européens mais a pris un grand tournant en s'équipant de F 35 et prévoit de participer au développement d'un nouvel avion avec la Grande-Bretagne – « programme Tempest »

. Pour les hélicoptères, elle a une industrie très en pointe avec des matériels ultramodernes dans à peu près toutes les gammes de l'hélicoptère d'attaque à l'hélicoptère de transport léger et moyen qui s'exporte très bien à l'international.

En ce qui concerne les personnels, l'Italie dispose de militaires de très bon niveau bien formés, bien encadrés, ayant l'habitude d'agir en coalition et de se projeter, ce qui est un atout considérable.

Enfin, il faut aussi mentionner l'intérêt de la position et de l'influence de l'Italie sur le plan international, laissant ainsi plus de souplesse à la politique étrangère américaine.

AU FINAL : LE CINQUANTE ET UNIEME ETAT DES ETATS UNIS ?

On le voit, on a oublié que Monsieur Trump, même s'il n'est pas parti de zéro, est quand même un homme d'affaires avisé et il a flairé là une bonne affaire.

Est-elle chère ? Oui, sans doute, si les Etats Unis avaient à payer « cash » les 2.300 Milliards d'euros mais on peut peut-être raisonner autrement :

Est-ce un réel handicap d'avoir une telle dette publique quand on est garanti par un pays comme les Etats Unis dont on sait qu'ils fonctionnent eux aussi avec une dette publique colossale ?

Les banques américaines, si actives et si imaginatives, ne pourraient-elles pas trouver les formules financières permettant la réalisation d'un tel « hold up » ?

Par ailleurs, la perspective d'une telle éventualité serait sûrement saisie par l'équipe dirigeante italienne actuelle, dont l'attachement à l'Europe ne paraît pas évident sauf pour les financements, ne serait-ce que pour faire monter les enchères sur le plan de l'Union Européenne.

Monsieur Trump pourrait ainsi bien conforter sa réputation d'homme d'affaires avisé sur le plan international.

[*Retour au sommaire*](#)

L'EUROPE NE DOIT PAS SE SUBSTITUER AUX ETATS-UNIS AU MOYEN ORIENT

par Patrick Toussaint

Avocat spécialisé dans l'international

Le Président des États-Unis vient de procéder à la première étape de la dénonciation du Traité passé avec les membres permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU auquel s'est jointe l'Allemagne et l'Iran de juillet 2015. Il est plus que probable que le Sénat américain entérinera son décret.

Plusieurs raisons expliquent cette décision.

Tout d'abord, il y a la volonté de Monsieur Trump de rejeter tout accord passé par son prédécesseur, Monsieur Obama.

Ensuite, l'idée, appliquée avec constance, est que seuls les traités bilatéraux sont favorables aux États-Unis car ils ont pu bien défendre leurs intérêts.

L'idée, enfin, est que ce traité ne règle pas définitivement la situation puisque

- d'une part, cet accord ne court que jusqu'en 2025, sans visibilité pour l'après
- d'autre part, il ne règle pas le problème des missiles développés par l'Iran,
- et, au surplus, les inspections de l'IAE ne sont pas suffisantes car ne concernant pas les bases militaires,
- enfin que l'Iran cherche à acquérir l'hégémonie du Moyen Orient par différents biais qui vont de l'aide militaire directe –Syrie, Hezbollah du Liban, Hamas de Gaza, houthistes du Yémen, milices chiites en Irak, influence au Qatar, tentative de séduction auprès du Sultanat d'Oman et que Israël devient encerclée,

Toutes ces critiques sont exactes mais Mr Trump est, de surcroît, convaincu que l'Iran continue à développer un programme secret de fabrication de bombes nucléaires et pourra les lancer avec ses missiles balistiques.

La décision de sortir de ce traité a été influencée par une magnifique opération d'« agit-prop » de la part des israéliens.

En effet, Mr Trump, qui avait annoncé la résiliation de ce traité dans son programme électoral, semblait un peu hésiter à la suite des interventions de Mr Macron et de Mme Merkel : il fallait donc le conforter dans son idée initiale.

Le Premier Ministre israélien a donc exécuté un plan qui a été soigneusement préparé en fonction de la connaissance des raisonnements de Mr Trump et qui a consisté à faire une « show » télévisée avec graphiques, Power Point, expliquant que les services secrets israéliens avaient découvert que l'Iran ne respectait pas les accords de 2015 et continuait secrètement les opérations de fabrication de bombes nucléaires.

En fait, cette mise en scène ne comportait aucun élément nouveau et ne concernait que des éléments se rapportant à la période de 1998 à 2003 qui étaient bien connus, les inspecteurs de l'IAE étant formels sur le respect des obligations du traité par l'Iran.

Cela a été la goutte d'eau, le risque couru par Israël, qui a finalement décidé le Président.

Mr Trump a immédiatement précisé que, non seulement les États-Unis dénonçaient le traité mais cette dénonciation serait assortie du plus grand nombre de sanctions économiques possibles appliquées de façon la plus forte possible.

Son entourage a précisé que des sanctions les plus sévères seraient appliquées à tout pays ou sociétés qui auraient ou qui créeraient des relations d'affaires avec l'Iran.

L'idée maîtresse de cette résiliation est que si les États-Unis asphyxient fortement l'Iran, celui-ci sera obligé de négocier, l'exemple de la Corée du Nord démontrant l'efficacité de la méthode, et qu'alors les États-Unis pourront régler tous les problèmes que cause l'Iran dans sa marche vers l'hégémonie au Moyen Orient.

L'action unilatérale des États-Unis aura des conséquences graves pour l'Iran pour la région, pour l'Europe et sur le plan plus international.

Pour l'Iran, cette action va déstabiliser les modérés menés par Mr Rohani et les faucons, notamment les Pasdarans, qui avaient mal accepté la signature du traité, vont reprendre le pouvoir et rétablir une direction anti occidentale, muselant les attentes d'une vie plus ouverte par des iraniens et relançant la guerre contre Israël au risque d'un conflit qu'ils souhaitent. car ils pensent pouvoir le gagner et, pour cela, ils sont prêts à saboter toute tentative de solution pacifique.

Or, cela vient juste d'arriver : Israël a reçu très récemment des missiles tirés par iraniens, des Pasdaran, venus aider le régime syrien, alors que Mr Rohani venait de dire à la France, à l'Allemagne et au Royaume Uni qu'il acceptait de voir avec les européens comment maintenir le traité en vigueur sans les États-Unis.

Cette résiliation unilatérale va faire entrer la région dans une spirale infernale :

- L'Iran va pouvoir reprendre ses opérations visant à se doter de l'arme nucléaire,
- Israël n'acceptera pas la possession de l'arme atomique par l'Iran et déclenchera des actions coercitives qui mèneront, très probablement, à la guerre au Moyen Orient, forçant les États-Unis et l'Europe à intervenir poussant la Russie et la Chine, trop contente d'en être, va en faire autant
- L'Iran actionnera tous les pays sous son contrôle : Syrie, Irak par les milices chiites, Liban par le Hezbollah, Yémen par les houthistes, Hamas à Gaza, Qatar sympathisant
- L'Arabie Saoudite se dotera de l'armement nucléaire et l'adaptera sur ses missiles et acceptera un conflit que ses propres éléments les plus durs demandent avec ses alliés les Émirats Unis, le Koweït, sans doute le Maroc, qui intervient déjà au Yémen, Bahreïn et peut-être l'Égypte
- Il n'y aura pas de règlement politique du conflit syrien.
- Le Moyen Orient va s'embraser et il est plus que probable qu'une guerre mondiale peut éclater compte tenu des implications des grandes puissances dans cette région.

L'Europe va elle aussi en subir les conséquences :

- une hausse non maîtrisée du prix du pétrole, du gaz naturel et de tous les produits liés au pétrole ce qui va avoir un impact fortement négatif sur les économies européennes.
- Les balances commerciales des principaux pays de l'Europe seront fortement impactées par la perte de ce marché très porteur,
- Chaque pays va vouloir avoir son mot à dire pour le règlement du conflit en fonction de ses besoins couverts par le Moyen Orient.
- L'Europe apparaîtra en ordre dispersé ce qui démontrera, une fois de plus, sa faiblesse économique et politique.

•

Au plan international, la politique américaine aura des conséquences tout aussi dramatiques :

- cette action va conforter l'idée que les Occidentaux, et surtout les Américains ne tiennent pas parole et que, pour eux, un traité peut être révoqué à tout moment.
- Cela va confirmer que la seule solution pour être respecté par les grandes puissances est d'avoir un armement nucléaire avec les missiles nécessaires pour les utiliser, schéma suivi par la Corée du Nord, ce qui va créer une prolifération nucléaire
- Cela va confirmer une perte de confiance générale dans le Traité d'interdiction de la possession et l'emploi des armes nucléaires de 1968.
- Cela fait paraître la Russie comme un arbitre incontournable sur le plan régional mais aussi au plan international si la situation dérape ce que sa situation économique ne lui permettait plus,
- Enfin, cela va amener la Chine, pour l'instant discrète, à intervenir là aussi comme arbitre bien plutôt qu'elle le pensait sans doute mais arbitre d'un conflit contre les États-Unis dans une position rêvée : les contrer pour maintenir la paix et gagner de la sorte un prestige international dans une région où elle n'est pas encore bien implantée et ceci sans frais et sans risque.

Qu'elle position peut prendre l'Europe, ou plus tôt, la France, le Royaume Uni et l'Allemagne ? Essayer de sauver le Traité de 2015 : la France et la Grande Bretagne, surtout la France d'ailleurs pour l'instant car l'Allemagne est encore saisie par la crainte d'un engagement, d'un rôle international, veulent l'essayer mais jusqu'où aller ? Quels sont les risques ? Pour quels buts ?

Les buts sont faciles à voir :

- D'abord, sur un plan géostratégique, de sauvegarder la paix, puis ensuite de maintenir la stabilité du Moyen Orient pour des raisons politiques -les États Unis doivent, eux aussi respecter leurs engagements- les relations internationales sont assez compliquées sans qu'un État, certes dominant, ne les respecte pas et ainsi accroître le prestige des puissances européennes et de l'Europe, en même temps,
- Il y va de la crédibilité de tous les engagements des Occidentaux sur le plan mondial, et de la crédibilité de la France et la Grande-Bretagne, en tant que membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU,
- De stabiliser le Moyen Orient ce qui est indispensable pour l'Europe dont les besoins énergétiques et commerciaux sont cruciaux,

- Enfin, une guerre, même simplement limitée au Moyen Orient pourrait créer des afflux massifs de population dans des conditions dramatiques et hors de contrôle et des possibilités des États européens.
- Enfin éviter qu'Israël, n'acceptant pas la possession de l'arme atomique par l'Iran, ne déclenche pas des actions coercitives qui mèneront à la guerre au Moyen Orient, dont personne au surplus ne sortira gagnant.

Toutefois, les risques sont trop grands pour l'Europe :

- Sauver le traité exige que l'Europe ou, bien plutôt les trois pays occidentaux soient à même de pouvoir continuer les contrôles sur le respect par l'Iran des conditions du traité. Cela peut être fait par l'IAE mais il faudra financer son intervention, les États Unis étant mauvais joueurs,
- Cela implique également que l'Europe ou les pays occidentaux soient à même de pouvoir fournir à l'Iran le volume commercial et financier que ce pays escompte avec la levée des sanctions,
- Cela implique aussi que les produits vendus à l'Iran puissent lui être transférés, dans des conditions normales même si des produits manufacturés comportent des technologies américaines, ce qui, même dans des conditions commerciales normales entre des pays occidentaux, posent parfois des problèmes difficiles à résoudre,

Ce point est important car il est en contradiction avec les termes d'un embargo américain.

Il existe surtout deux points essentiels qui ne pourront pas être résolus :

- d'une part, les sanctions économiques décidées par le Président Trump pour asphyxier l'Iran ne sont pas compatibles avec un commerce de l'Europe qui les vide d'une bonne partie de leur substance,
- d'autre part, il n'est pas pensable, lorsqu'on connaît les méthodes commerciales des industriels et des financiers américains, qu'ils laissent l'Europe avoir accès à un marché énorme dans ses besoins et en plein développement sans y participer.

Il suffit simplement d'évoquer les plaintes de Boeing contre Airbus pour subventions réputées cachées et indues des états européens alors que la firme américaine est soutenue par le Pentagone.

Il est cependant curieux d'apprendre que la Maison Blanche demande que l'AIE continue ses contrôles. Sur quelles bases ?

Décidément, la politique étrangère du Président Trump est pour le moins surprenante ce qui ne change malheureusement pas les fondamentaux que l'on vient de rappeler.

Il est donc difficile de s'y fier.

Et il ne faudrait pas que la France et l'Allemagne se voient reprocher par les autres membres de l'Union Européenne de les avoir engagés dans une impasse programmée et douloureuse !

La seule possibilité d'action envisageable reste l'idée du Président de la République qui est délaissé l'ancien accord que tout le monde est d'accord pour le trouver imparfait, mais pour lequel il a fallu 12 ans pour le négocier et de reprendre les négociations sur un domaine élargi :

- le prévoir sur une durée plus longue pour le nucléaire,

- ya inclure le programme balistique,
- essayer d'inclure une garantie pour Israël ce qui parait bien fumeux.

Par contre, ce traité ne pourra, s'il existe un jour, jamais inclure une limitation de la volonté de l'Iran de dominer le Moyen Orient. Qui conduit à une confrontation entre les pays chiites pays sunnites.

Espérons aussi que l'action brutale de Mr Trump ne bloquera pas toute possibilités de négociation en ayant pris à faux tous les modérés qui avaient pu arriver au pouvoir grâce à ce traité.

C'est une guerre de religions, la pire de toutes les guerres et il peut être mauvais d'y être impliqué.

C'est là, les limites de l'exercice pour Mr Macron.

Espérons que nous n'aurons pas à dire : « Mais que diable allait faire dans cette galère » !

[*Retour au sommaire*](#)

CHINE – AMERIQUE

LES TROIS FRONTS DE LA GUERRE ECONOMIQUE

VOULUE PAR TRUMP

par Jean-Raphaël Chaponnière

Chercheur associé à Asie21 (Futuribles)
et membre d'Asia Centre

La guerre économique qui vient de commencer entre les États-Unis et la Chine sur le front commercial, est déjà en cours sur le front industriel où elle pourrait s'aggraver. Il est peu probable qu'elle déborde au front financier. Mais Si la situation s'envenime, cette guerre économique pourrait avoir un impact analogue à celui de la crise de 2008. Il pourrait coûter 4 points de PIB aux deux principaux protagonistes, un peu plus pour l'Union européenne et sans doute pour le reste de l'Asie où ce conflit saperait le fonctionnement des chaînes globales de valeur.

Dans un rapport paru en décembre 2017, la National Security Strategy définissait la Chine comme un « rival stratégique » des États-Unis au même titre que la Russie. C'était le début du début de l'offensive américaine. Six mois plus tard, la mise en ligne sur le site de la Maison Blanche d'un document dénonçant les pratiques chinoises pour obtenir les technologies marquait la victoire des Faucons, dont Peter Navarro, ex-professeur de l'université de Californie et auteur de *Death by China* et d'un film éponyme.

FRONT COMMERCIAL

Les échanges sino-américains de marchandises ont atteint 620 milliards de dollars en 2017. Quant au déficit des États-Unis (384 milliards), il est loin d'être compensé par leur excédent dans les échanges de services (38 milliards), qui serait plus élevé si les pratiques d'optimisation fiscale des entreprises américaines ne privaient l'Amérique d'une partie des revenus de propriété intellectuelle.

Les relations commerciales ne se réduisent plus aux flux qui traversent les frontières mais incluent l'activité des filiales. Les ventes des succursales américaines en Chine (272 milliards de dollars) sont près de deux fois supérieures au montant des exportations de l'Amérique vers l'Empire du milieu. Inversement, celles des filiales chinoises aux États-Unis sont faibles (10 milliards). Prenant en compte ces ventes, la Deutsche Bank montre que le déficit « des échanges agrégés » sino-américains a diminué de 111 milliards en 2008 à 30 milliards de dollars en 2016, alors que selon les douanes, le déficit commercial s'est creusé de 271 milliards de dollars en 2008 à 384 milliards de dollars en 2017.

Le rééquilibrage est en cours mais cette évolution, de même que les promesses faites par la Chine après l'imbroglio ZTE, n'a pas calmé l'ardeur du président et de ses conseillers. C'est que la Maison Blanche poursuit d'autres objectifs.

Premier objectif : à quelques mois des élections de mi-mandat, Donald Trump montre qu'il tient ses promesses électorales. Renouant avec la tradition, de Reagan à Obama en passant par Georges W. Bush, il a élevé les droits de douane sur les importations d'acier. La différence est que la Chine est un fournisseur marginal des États-Unis et que Trump a invoqué la sécurité nationale pour éviter un vote du Congrès. Cette hausse, comme les précédentes, a été critiquée par l'industrie automobile et le milliardaire a réagi en prenant, également au nom de la sécurité nationale, des mesures contre les importations de voitures allemandes dont il dénonçait déjà la présence dans les années 1980.

Second objectif : ses conseillers qui veulent enrayer la montée en puissance de l'industrie chinoise ont élaboré des frappes « chirurgicales » avec des hausses tarifaires sur des produits ciblés par le plan « Manufacturing China 2025 ». Une première liste de 818 produits, 34 milliards de dollars d'importations, est frappée d'un tarif additionnel de 25 % depuis ce vendredi 6 juillet et une seconde liste élaborée après l'enquête menée dans le cadre de l'article 301 comprend 284 produits pour lesquels le niveau des hausses n'a pas encore été décidé. Aucun bien de consommation n'est concerné.

Aller plus loin, comme le souhaite Donald Trump dans ses tweets, n'est pas sans risque. Du fait de l'imbrication des économies, une hausse des droits de douane sur des produits *made in China* rendra plus onéreux des produits fabriqués aux États-Unis avec des conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages américains et la compétitivité des exportations américaines.

FRONT INDUSTRIEL

Sur le front industriel l'objectif des faucons de la Maison Blanche va beaucoup plus loin qu'une mesure punitive. Il s'agit de freiner les avancées chinoises en faisant obstacle aux transferts de technologie qui s'opèrent via les investissements directs étrangers (IDE), vers la Chine ou de la Chine vers les États-Unis. Ce choix conduit à un changement radical vis-à-vis de la mondialisation.

Rappelons que la Chine est l'un des premiers pays hôtes des IDE et que ces derniers représentent un apport considérable de technologies pour son industrie. Le marché chinois a toujours fait rêver et Pékin monnaie son accès contre l'acquisition de technologies. Les investissements étrangers en Chine ont longtemps dégagé suffisamment de bénéfices pour que les entreprises acceptent de céder leurs technologies. C'est moins le cas depuis quelques années et les entreprises étrangères hésitent davantage à s'implanter. L'un des objectifs de la baisse des impôts sur les sociétés est de freiner les investissements américains en Chine où selon les résultats de l'enquête de la Chambre de commerce américaine (décembre 2016), six entreprises sur dix envisageraient de se retirer.

Quant aux entreprises chinoises, si elles investissent à l'étranger, c'est pour acquérir des ressources et des technologies. Entre 2014 et 2016, elles ont plus investi aux États-Unis que les entreprises américaines n'ont investi en Chine. Après une embellie en 2016, les investissements en Amérique ont chuté en 2017 du fait des restrictions imposées par le gouvernement de Pékin, inquiets des sorties de capitaux. Ils se sont effondrés au premier semestre 2018, avec une baisse de 92 % en valeur et une division par deux en nombre, selon Rhodium. La détérioration des relations bilatérales et le renforcement du Committee on Foreign Investment in the United States expliquent cette dégringolade. Parmi les décisions marquantes, Washington a posé son

veto au rachat de Qualcomm par une entreprise sino-malaisienne en mars ainsi qu'à un projet d'implantation de China Mobile en juillet.

En 2017, General Motors a vendu plus de voitures en Chine qu'aux États-Unis, respectivement 4 et 3 millions. Pour plusieurs grandes entreprises américaines, l'évolution du marché chinois est un enjeu plus important que celle du marché américain. Les sept cents filiales américaines peuvent devenir des otages d'une guerre économique si Pékin leur rend la vie plus difficile. Plusieurs anecdotes signalent qu'elles rencontrent davantage de difficultés. Ouvrir ce front, qui affecterait plus l'économie américaine que les hausses tarifaires, serait une arme à double tranchant. Il provoquerait une baisse plus forte des entrées d'IDE, tout en affectant l'économie chinoise qui connaît une phase de ralentissement.

FRONT FINANCIER

Dans un conflit avec les États-Unis, la Chine a deux autres armes à sa disposition : la parité du yuan et ses créances sur le Trésor américain. À partir de 2005, le gouvernement chinois a engagé une appréciation de sa monnaie pour inciter les entreprises à monter en gamme. Interrompu par la crise mondiale, ce mouvement a repris jusqu'en 2013 et après plusieurs mois de baisse, il s'est à nouveau apprécié. Au cours des deux derniers mois, le rythme de la baisse du yuan a été le plus fort. La Chine va-t-elle le déprécier pour compenser une hausse des tarifs douaniers sur ces exportations ? Elle s'en défend, et la Banque Centrale a pris des mesures pour freiner cette baisse qui pourrait être la conséquence d'une fuite de capitaux. Utiliser l'arme du change serait une option dangereuse du fait de ses répercussions sur l'inflation en Chine, un *casus belli* aux États-Unis.

La Chine reste le premier créancier étranger de l'État américain, avec un peu plus de 1 000 milliards de dollars en mai 2018. Peut-elle utiliser cette arme contre Washington ? Dans ses souvenirs de sa visite à Pékin comme Secrétaire d'État, Hilary Clinton confie qu'il lui était difficile de se montrer ferme avec son banquier. Ses propos ne doivent pas faire illusion. L'accumulation par la Chine de bons du Trésor ne lui donne pas d'influence sur la gestion économique américaine. En effet, Pékin ne détient que 5 % de la dette publique américaine (21 000 milliards de dollars), qui est portée à plus de 70 % par les institutions fédérales des États-Unis, dont la Sécurité sociale, mais aussi par ses banques, ses entreprises et ses ménages.

Faute d'alternative, le marché des bons du Trésor américain est le plus liquide au monde. En vendant leur portefeuille, les autorités chinoises provoqueraient une baisse de valeur qui ne les épargneraient pas, sans que ce geste ne mette vraiment en difficulté l'économie américaine.

LES CONSÉQUENCES D'UNE STRATÉGIE PERDANT-PERDANT

La guerre économique qui démarre poursuit plusieurs objectifs aux échéances variées : le mois de novembre pour les élections, début 2019 pour le déficit bilatéral. Si ce dernier est surtout le fruit de l'organisation des chaînes de valeur entre les deux superpuissances, il est aussi sensible aux arbitrages de la Chine pour ses achats de matières premières. Quant au déficit courant américain que le président Trump veut résorber, il n'est pas une conséquence des politiques commerciales chinoises ou allemandes, mais il sanctionne le fait que les Américains vivent au-dessus de leurs moyens.

Les « bruits de botte » de ces derniers mois ont créé un climat d'incertitude. Avant même que la première salve n'ait été tirée, les conséquences étaient d'ores et déjà perceptibles sur l'évolution du Dow Jones et du Hang Seng, comme sur l'économie réelle. La baisse d'un quart des cours du soja depuis avril affecte 300 000 producteurs américains et des lettres de commande aux exportateurs chinois. Elle porte sur 10 % des importations américaines de Chine et provoquerait, selon le Cepii, une baisse d'environ 25 milliards de dollars des exportations chinoises. L'impact sera modeste et affectera plus l'économie chinoise qui ralentit que l'économie américaine dopée par les réductions budgétaires.

« *Aucun pays ne répondra aux mesures américaines* », n'a pas hésité à fanfaronner Peter Navarro. Las ! En dépit de ces affirmations, la Chine – qui a par ailleurs déclaré qu'elle ne respecterait pas l'embargo sur l'Iran – répond par des hausses tarifaires sur 50 milliards de dollars d'importations venant de circonscriptions américaines ayant voté pour Donald Trump. Cette réponse amènera-t-elle le président à déclencher la seconde phase de son offensive en demandant au département du Commerce d'imposer une hausse de 10 % ? Ira-t-il jusqu'à 500 milliards, comme il l'a annoncé ? Le conflit porterait sur l'équivalent de 4 points de PIB américain auxquels s'ajouterait l'impact des mesures prises par le Canada et éventuellement par l'UE. Selon une estimation du Conseil d'Analyse économique, l'impact global (cumulé) d'une guerre économique approcherait celui de la crise de 2008 et serait de 4 points de PIB pour les deux principaux protagonistes, un peu plus pour l'UE et sans doute pour le reste de l'Asie car ce conflit saperait le fonctionnement des chaînes globales de valeur.

Cette offensive américaine devrait accélérer plutôt que freiner la mise en œuvre du plan « Manufacturing China 2025 ». Un plan qui est dans la ligne de mire du gouvernement américain et auquel les médias chinois ne font plus allusion depuis quelques semaines pour ne pas l'irriter. Au mois de mars, l'affaire ZTE avait révélé la dépendance technologique de la Chine pour les semi-conducteurs. Elle avait aussi renforcé la détermination chinoise de consolider cette industrie. Jack Ma, le PDG d'Alibaba, a annoncé la création d'une division R&D consacrée aux puces utilisées dans l'intelligence artificielle. Dans ce domaine crucial, la taille de la population connectée et la faible protection des données personnelles donne un avantage à la Chine.

En engageant une guerre économique au nom du « *Make America great again* », le président déconstruit l'architecture de l'ordre mondial que les États-Unis ont bâti à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il lui substitue un nouvel ordre dans lequel, l'Amérique, comme le Royaume-Uni du XIX^{ème} siècle, n'aura ni allié éternel ni adversaire perpétuel, mais seulement des intérêts. C'était envisageable au temps de la *Pax Britannica*. Mais pas dans un monde multipolaire.

Publiée avec l'aimable autorisation ASIE 21 l'atelier de prospective sur l'Asie

En Asie, le contexte mouvant et souvent opaque des situations n'autorise pas l'improvisation. Il est indispensable de savoir les anticiper. Précisément, le groupe Asie21 suit en permanence et avec attention l'évolution de cette région pour y déceler les faits susceptibles d'engendrer des changements significatifs. En bref : le contexte géopolitique de l'intelligence économique dans une vision prospective.

Asie21 publie une Lettre confidentielle mensuelle à laquelle sont abonnés des décideurs publics et privés conscients que dans les affaires, l'anticipation est payante. Conçus pour une lecture rapide, ses articles sont courts et structurés (faits/enjeux/commentaires prospectifs).

*Les sommaires sont consultables en ligne sur le site asie21.com qui offre, par ailleurs, un panorama étoffé du paysage politique et économique asiatique.
Le groupe **Asie21** rassemble des « praticiens » de l'Asie, venant d'horizons professionnels divers et pratiquant depuis deux décennies le travail collectif, même si chaque article est signé par son auteur.*

[**Retour au sommaire**](#)

CHINE – ETATS-UNIS

GUERRE DES TAXES, GUERRE TOTALE OU APAISEMENT ?

par Jean-Paul Yacine

Expert sur l'Asie

La guerre des taxes a été lancée par D. Trump le vendredi 6 juillet. Ses secousses s'étendent à l'Europe unanimement inquiète – à l'exception notable de Londres – d'une rupture du lien transatlantique dont chacun sait pourtant qu'il exprime depuis des lustres non pas une relation équilibrée mais à la fois une prévalence de l'Amérique et une catalepsie stratégique de l'UE que la Maison Blanche accuse de négliger ses budgets militaires.

Au même moment, soulignant encore la faiblesse européenne aux prises avec la crise des migrants, le très iconoclaste et très imprévisible président américain se préparait à rencontrer le 15 juillet prochain à Helsinki, Vladimir Poutine qui participe pourtant avec son allié chinois à la riposte contre les taxes américaines. Dans l'édition du 7 juillet de « La Lettre de Léosthène » Hélène Nouaille rappelait justement, au-delà du commerce, l'origine politique de la crise, Trump prenant à contrepied l'Europe et la Chine, fustigeant la partialité des accords multilatéraux et replaçant l'Amérique au centre.

« L'Union européenne nous fait probablement autant de mal que la Chine, sauf qu'elle est plus petite. Elle a fait l'an dernier un excédent de 151 milliards de dollars. Et par-dessus le marché, nous dépensons une fortune dans l'OTAN pour la protéger. Elle nous traite très injustement ».

AU-DELA DE LA GUERRE DES TAXES, UNE CRISE POLITIQUE.

Outre-Atlantique et en Europe les plus inquiets sont les adeptes d'une relation transatlantique et de l'OTAN directement issue de la guerre froide, extraordinaire et très coûteuse machine de guerre dont l'objet s'est évaporé avec l'effondrement de l'URSS, tandis qu'au sein même de ce qui reste en théorie le plus puissant « bloc militaire » de tous les temps, la Turquie, auto-proclamée nouveau « défenseur des croyants » manipule les angoisses migratoires européennes que le traité de l'Atlantique Nord est à mille lieues de pouvoir apaiser.

Logiquement, les nostalgiques d'une conception du monde disparue sont rejoints par les investisseurs, tenants de l'ordre financier tel qu'il est et, à l'image de Christine Lagarde, Directrice Générale du FMI redoutent que la guerre des taxes dégénère en un chaos commercial et financier généralisé. Certains, adeptes de l'hyperbole, prenant conscience de l'arrière-plan stratégique de la manœuvre de la Maison Blanche, vont même jusqu'à craindre un dérapage vers un conflit armé.

Craignant que la guerre commerciale ne tarisse la manne financière chinoise reposant comme au Japon sur une très forte épargne intérieure et une faible consommation, quelques-uns comme Raymond Dalio, célèbre gestionnaire de fonds spéculatifs (Hedge Fund) cherchant une rentabilité élevée et rapide par des « produits dérivés », ont relevé que le « tweet » de Donald du 6 juillet, premier jour d'entrée en vigueur des taxes contre les exportations chinoises, évoquait non pas une « querelle de taxes » mais une « guerre contre la Chine », tout court.

VULNERABILITES CHINOISES.

Les premières taxes sur des exportations chinoises aux Etats-Unis d'une valeur totale de 34 M^{ds} de \$ (1) , entraînant une réaction immédiate de la Chine, ont, dans la presse officielle chinoise, d'abord donné lieu aux analyses spéculant à l'image des Occidentaux sur les risques partagés aux Etats-Unis et en Chine d'une guerre commerciale, soulignant la possible riposte de Pékin contre les entreprises américaines installées en Chine et les effets pervers du renchérissement des produits chinois sur les consommateurs américains.

La Chine a elle aussi commencé à ressentir les effets des stratégies américaines. Elle doit d'abord éponger l'augmentation de sa facture pétrolière, le prix du baril ayant en 30 mois, bondi de moins de 30 \$ à près de 80 \$, tirant aussi vers le haut les prix du gaz, effets combinés des quotas de production imposés par l'OPEC, notamment la Russie et de la sortie de Washington de l'accord avec Téhéran.

Le 2 juillet, après l'avoir laissé filée, la Banque de Chine a dû intervenir pour freiner la chute de la monnaie sur les marchés internationaux où elle a perdu 4% en deux semaines. Le 5 juillet un article de CNBC signalait la volatilité des bourses chinoises de Shanghai et Shenzhen ayant respectivement perdu 23 et 22% depuis janvier 2018. Pour la plupart des analystes la persistance de la guerre commerciale avec Washington continuera à tirer les marchés boursiers chinois vers le bas et à ralentir la croissance, bête noire du Bureau Politique.

Le risque existe aussi qu'un nombre significatif d'investisseurs décident de transférer leurs capitaux hors de Chine, créant de sérieuses pressions sur le Yuan et sur les réserves de change. Enfin, la nouvelle menace de la Maison Blanche d'élargir l'éventail des droits de douane à une liste de produits équivalant à 500 M^{ds} de \$ – frappant du coup la totalité des exportations aux Etats-Unis -, à quoi s'ajoutent les restrictions imposées aux investissements chinois dans les entreprises de haute technologies au cœur du projet « Made in China 2025 », modifie le ton des commentaires officiels de Pékin qui, regrettant comme Yuan Xue tong, « l'imprévisibilité de D. Trump », commencent à s'interroger sur l'ampleur et la portée de la campagne antichinoise de Washington

Note.

1.- Les secteurs américains les plus touchés par une riposte chinoise sont, le soja, l'aéronautique, les véhicules automobiles, l'électronique grand public et les services (voyages, éducation, finances, administration des affaires).

D'un montant de 127 M^{ds} de \$ en 2017, en hausse rapide de 14 M^{ds} de \$ – 3^e marché d'export américain après le Canada et le Mexique -, ces ventes ont été à l'origine d' 1 million d'emplois aux Etats-Unis. Avant la guerre commerciale, la Chine imposait déjà des barrières douanières ou administratives aux exportations américaines, notamment dans l'agriculture et les services.

PREMISSSES D'UNE GUERRE TOTALE ?

Alors que même le consensus sino-américain sur la question coréenne semble se fissurer (2), que Pékin garde en mémoire l'exclusion de sa marine de l'exercice Rimpac et fustige les « intrusions » des navires de guerre américains dans les eaux adjacentes de ses îlots élargis et militarisés en mer de Chine du sud, le 8 juillet l'éditorial du Global Times, s'interrogeait sur le sens du passage de deux destroyers américains le 7 juillet dans le Déroit de Taïwan.

Tout en reconnaissant que les deux unités naviguaient dans des eaux internationales, l'auteur mettait en garde contre toute extension des querelles commerciales à la dimension stratégique de la relation où, dit l'éditorial, Washington doit garder en mémoire que la souveraineté de Pékin sur Taïwan fait partie « des intérêts vitaux chinois ».

Egalement destiné à Taïpei, le message évoquait de possibles ripostes militaires chinoises, comme le survol de l'île par des avions de combat de l'APL et leur franchissement de la « ligne médiane » du Détroit.

LE PARTI-PRIS CHINOIS DE L'APAISEMENT.

Au milieu de cette atmosphère dont nombre de commentateurs considèrent qu'elle peut conduire à une sérieuse aggravation des tensions, tandis qu'à Washington, après les réticences chinoises (ou les difficultés) à réduire leurs exports et le déficit, les responsables commerciaux américains les plus agressifs comme Navarro et Lightizer ont pris le pas sur Mnuchin le plus accommodant secrétaire au Trésor, une occurrence mérite attention.

Le 8 juillet, le Global Times publiait une analyse de Clifford A. Kirakofe, ancien attaché parlementaire à la Commission des affaires étrangères du sénat des Etats-Unis, proche de la Chine, où il a donné des conférences à l'Université des Affaires étrangères de Pékin.

L'analyse focalisée sur la prochaine rencontre entre Poutine et Trump, prenait le contrepied des critiques de l'establishment contre le président américain, critiques que l'auteur accusait de nourrir une vision du monde « néo-conservatrice, d'intervention et de confrontation », opposée à l'approche pragmatique de D. Trump qui rejetait explicitement la mentalité de guerre froide. Dans cette perspective bloquée, ajoute Kirakofe, où l'oligarchie anti-Trump utilise les atouts les plus confidentiels de l'Etat tels que le FBI pour attaquer le Président, la rencontre avec Putin est l'opportunité pour Moscou et Washington de refonder la relation et coopérer sur des questions majeures au Moyen Orient et en Asie du nord-est, où l'appui de Moscou sur la question coréenne serait utile et où la coopération, de Moscou, Washington et Pékin avec les deux Corée serait de nature à construire une paix durable sur la péninsule.

En Syrie, les deux ont le même intérêt à éradiquer le terrorisme islamique dans un contexte où Trump avait souvent répété que la coopération Moscou – Washington dans la région serait le principal moteur de la paix.

Note.

2.- Le 8 juillet, un article du Global Times, soulignait la différence de ton entre Washington et Pyongyang dans les comptes rendus de la mission de Mike Pompeo en Corée du nord, où, contrairement à son premier voyage, le secrétaire d'Etat n'a pas été reçu par Kim Jong-un.

Tandis que Washington faisait état de « gros progrès », l'agence officielle nord-coréenne expliquait que la rencontre avait conduit à une « situation dangereuse, pouvant remettre en cause la volonté de Pyongyang de dénucléariser ». En cause et prudemment critiquée par la Chine, l'absence de proposition concrète américaine pour définir un chemin vers un traité de paix, Washington restant accroché sans esprit de recul, au préalable d'une « dénucléarisation complète et vérifiable ».

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation :
<https://www.questionchine.net/> [Retour au sommaire](#)

KIM -TRUMP À SINGAPOUR. ÉMOTION ET GRAND SPECTACLE AU SERVICE DE LA PAIX

par François Danjou

Dans la Cité État s'est joué le 12 juin dernier une séquence diplomatique d'un genre inédit qui fut aussi un pari.

L'épine dorsale de l'exercice n'était pas comme à l'habitude réglée par la rigueur minutieuse des Affaires étrangères mesurant au trébuchet les avantages et concessions réciproques, mais par un Président américain, ayant répondu aux demandes répétées de dialogue formulées par Kim Jong-un et selon qui la séduction, au besoin sur-jouée, pouvait, appuyée par son talent de négociateur d'affaires dont il dit posséder l'intuition innée, initier le processus d'apaisement et de désarmement nucléaire recherchés par la Maison Blanche avec Pyongyang depuis près de 30 ans.

Trois mois après la première demande de dialogue formulée par Kim Jong-un, on ne sait toujours pas si le président américain s'est engagé dans ce processus parce qu'informé par ses services secrets, il aurait perçu que l'ébranlement du site de tests de Punggye-ri [1] avait créé une vulnérabilité de Pyongyang, ou si la décision participait d'un changement de stratégie générale où, après des mois de menaces, la Maison Blanche serait arrivée à la conclusion que le vecteur de la persuasion sentimentale assortie de la promesse de mettre fins aux exercices conjoints et de lever les sanctions à terme serait plus efficace.

Quoi qu'il en soit, la manœuvre engagée par Washington, après une première phase où les menaces militaires installant la crainte du déclenchement inopiné d'un conflit aux portes même de la Chine avaient ému le bureau politique à Pékin, forcé d'augmenter ses pressions contre son allié – il est vrai de manière éphémère -, soulève une longue série de critiques de la part des experts et des diplomates.

S'il est vrai que la rencontre de Singapour fut un succès d'image et une première historique, tout reste à faire et les obstacles soulevés par les arrière-pensées et les intentions cachées des acteurs feront que la route vers la dénucléarisation de la Corée du nord sera longue et difficile. En première ligne des perturbateurs probables les néo-conservateurs américains pour qui toute concession est une trahison et la Chine qui, dans son obsession de rester dans la course, n'hésitera pas à jouer sa propre partition avec Pyongyang.

Donald Trump désavoué.



Christopher Hill ancien ambassadeur en Corée du sud, et ancien représentant de Washington au dialogue à 6 fut l'un des plus critiques du sommet, mal préparé et peu précis, naïf et inconsistant

Une semaine après la rencontre entre Kim Jong-un et Donald Trump, la Maison Blanche également en froid avec ses proches alliés occidentaux après les tensions du G.7, est toujours sous le feu des critiques l'accusant d'avoir privilégié les apparences du spectacle au fond des choses et mis les États-Unis en porte à faux dans la crise nord-coréenne. (Voir en annexe le texte de l'accord)

Les nombreux détracteurs lui reprochent, entre autres, d'avoir négligé – plusieurs interrogations insistantes des journalistes à ce sujet – la question des droits de l'homme et pris le risque de brader les intérêts de sécurité de la Corée du sud en évoquant dans la conférence de presse de l'après-sommet et sans consultations avec Séoul, la fin des manœuvres de l'alliance conjointe.

En même temps, D. Trump a laissé planer la possibilité d'un retrait définitif, à terme, des forces américaines, perspective dont il faut rappeler qu'elle contredit la très claire position du général Mattis ministre de la défense exprimée début juin à Singapour, pour qui le cantonnement des forces américaines en Corée ne pouvait être lié aux négociations avec Pyongyang sur la dénucléarisation.

Inquiétude connexe à ces problématiques d'alliance, l'expression « dénucléariser la péninsule » doit être clarifiée. Elle peut vouloir dire le retrait – envisageable – de la péninsule des vecteurs pouvant transporter une arme nucléaire américaine ou – ce qui serait plus problématique – être le langage codé de la Corée du Nord pour signifier qu'en échange de son abandon de l'arme nucléaire, Pyongyang exigera que Washington retire sa garantie nucléaire à la Corée du sud.

Enfin plus largement, on fait aussi grief au Président Trump d'avoir accordé sa confiance sans véritable contrepartie et de ne pas avoir fait préciser dans l'accord que la dénucléarisation devrait être vérifiée et irréversible.

Le jeu forcé de l'amitié et de la confiance.



Trump a axé sa stratégie de contact avec Kim autour de l'émotion et de la sympathie spontanée.

Alors que la levée progressive des sanctions serait coordonnée aux progrès de la dénucléarisation et que toute la stratégie du président américain s'articule, selon ses propres dires, à l'établissement d'un sentiment de confiance réciproque entre lui-même et Kim Jong-un auquel peu d'observateurs croient, les détails du processus conduisant à la paix devant être réglés dans la durée par le travail du département d'État et de ses homologues nord-coréens [2], il est difficile d'adhérer sans arrière-pensée à l'optimisme affiché par D. Trump.

Manifestement motivé par la conviction d'avoir déjà obtenu un succès là où tous ses prédécesseurs ont échoué, ce président hors-normes, iconoclaste et antisystème affirme sa foi en lui-même et la conviction d'être un acteur original et inclassable de l'histoire en marche, catégorie exceptionnelle dans laquelle il inclut également Kim Jong-un dont il veut croire à la volonté de tourner la page d'un passé de conflits pour considérer le « brillant futur » qui l'attend s'il accepte de jouer le jeu de la dénucléarisation.

*

Pour l'heure et compte tenu des déceptions passées, gardant aussi en tête la somme des inconnues et intentions cachées (obstacles posés par le complexes militaro-industriels américain et sud-coréen qui se nourrissent des tensions ; jusqu'au-boutistes forcenés de part et d'autres ; stratégies anti-américaines sino-russes ; angoisses militaires et complexe de l'assiégé nord-coréens), constatons tout de même que, pour la première fois depuis 1953, un président américain et son homologue nord-coréen ont signé un communiqué conjoint promettant, entre autres, la dénucléarisation complète et une paix durable sur la péninsule.

L'événement qui prétend créer une percée diplomatique par la mise en scène et l'émotion – à laquelle les Coréens au nord et au sud sont sensibles – est une première. Il mérite d'autant plus attention qu'il a brisé le cycle d'escalade verbale et de provocations balistiques et nucléaires de l'année 2017. Vue sous cet angle, la rencontre fut à n'en pas douter historique. Si rien ne venait assombrir cette très inattendue lueur d'espoir, les négociations sérieuses pourraient commencer. Il n'en reste pas moins que la procédure précise des étapes de l'abandon de l'arme (des centaines de constructions, des douzaines d'installations dédiées et, probablement, 10 à 15 armes), en échanges des concessions américaines restant à préciser, mieux vaut se préparer à une longue route semée d'embûches qui durera plusieurs années.

Notes :

[1] *Au cours de sa conférence de presse à Singapour, Trump a évoqué l'effondrement partiel du site de test nucléaire provoqué par une explosion de trop forte puissance, ayant induit une forte secousse sismique, mais sans lier l'événement à la soudaine demande dialogue 6 mois plus tard.*

[2] *Dénucléarisation, vérification, retour des « kidnappés » japonais et sud-coréens et des dépouilles des tués durant la guerre.*

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation :

<https://www.questionchine.net/>

[Retour au sommaire](#)